

BÉCHAR

Le bloc opératoire de l'établissement
sanitaire Mohamed-Boudiaf paralysé

Un conflit vient d'éclater au niveau de l'établissement sanitaire Mohamed-Boudiaf (hôpital pour mère et enfant) entre le syndicat soutenu par une partie des travailleurs et la direction.

Le personnel du bloc opératoire a observé un arrêt de travail ce mardi «pour protester contre le comportement extravagant du directeur. Seules les urgences sont prises en charge», d'après ces paramédicaux qui révèlent que ce service fonctionne sans réanimateur. «Le réanimateur conventionné ne fait que les urgences. Les autres cas sont exécutés par des techniciens», indiquent-ils.

En effet, ce conflit était en gestation depuis longtemps et la goutte qui a fait déborder le vase n'est autre que le tableau de permanence qui a été modifié par le directeur la

semaine passée. Le représentant du syndicat, M. Mazri Abdeslem, semble avoir réuni de nombreuses «preuves de mauvaise gestion» qu'il a communiquées par lettre datée du 29 novembre au wali, au P/APW et au DSP. Dans ce document, le syndicat reproche au directeur d'avoir établi «une convention douteuse avec une commerçante de Aïn Sefra (wilaya de Naâma) pour l'achat d'un important lot de fournitures scolaires à des prix exorbitants pour le compte des ?uvres sociales. On cite Aïn Sefra dans la lettre parce que le directeur est originaire de

cette daïra, nous dit-on.

Aussi, selon la lettre, le directeur a procédé à l'achat d'un appareil de stérilisation d'occasion (autoclave) alors que des appareils de même type neufs se trouvent au niveau du magasin de l'établissement. Dans cette lettre, on accuse ce responsable d'avoir désigné des agents non qualifiés et sans aucun titre ni diplôme au niveau du service de chirurgie infantile et d'avoir recruté ses proches (Aïn Sefra) au détriment des jeunes de Béchar. Les représentants du syndicat ont lancé un préavis de grève à partir de dimanche prochain et demandent aux autorités l'ouverture d'une enquête.

Pour le directeur de l'établissement que nous avons pu rencontrer dans son bureau, la

majorité du personnel est contre ces individus. Ce ne sont que des fauteurs de troubles. «J'ai le droit en ma qualité de premier responsable de l'hôpital de désigner et de modifier la liste de permanence. Ces gens ne sont pas indispensables et je vais d'ailleurs procéder à un mouvement. C'est illégal ce qu'ils font.» L'hôpital pour mère et enfant Mohamed-Boudiaf a été inauguré il y a moins de six mois et le directeur a été installé deux mois avant son inauguration. Le conflit a éclaté ! On voit mal comment les autorités locales et le ministère de la Santé feront pour ne pas intervenir énergiquement et dans les plus brefs délais, d'autant que les accusations sont très graves.

Liès Mourad

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Six mois de prison ferme à
l'encontre de l'ex-P/APC et des
membres du conseil communal

L'affaire de l'ex-P/APC de Bordj-Bou-Arréridj et les quelques membres du conseil communal qui traînent en justice depuis plus d'une année a été finalement transférée au tribunal de Ras-El-Oued, lequel s'est prononcé lundi dernier, en tranchant par des verdicts pratiquement similaires contre les mis en cause. Ainsi, l'ex-maire a été condamné à 6 mois de prison ferme, une peine qui s'est vue largement réduite par rapport à celle requise par le procureur général lequel l'avait condamné à 4 ans de prison pour détournement de biens publics. Les 12 autres accusés, tous membres de l'ex-conseil communal, ont été condamnés à des peines variant entre 3 et 6 mois de prison ferme, alors que d'autres ont été acquittés.

Saâdène Ammara

VOTE DU BUDGET

PRIMITIF 2009 DE L'APW

Polémique autour de la
cagnotte attribuée au secteur
de la culture

La session ordinaire de l'APW, convoquée pour la journée de mardi, et consacrée au vote du budget primitif de l'exercice 2009, s'est ouverte sur une polémique engagée par le FFS et relayée par le RND contre la coalition majoritaire de l'assemblée constituée du RCD et du FLN. Entre autres sujets de discorde, la cagnotte octroyée au secteur de la culture par la commission économique et financière de l'APW.

Le FFS quittera quelque temps après l'hémicycle, en signe de protestation contre ce que son représentant a qualifié, dans une déclaration lue en plénière, d'«abus de pouvoir, voire d'un glissement vers le mépris de l'opposition». Une attitude prêtée aux élus du groupe majoritaire qui contrôle la CEF dont «le dysfonctionnement avéré» a été pointé du doigt par le FFS qui proteste contre la ponction effectuée sur la proposition budgétaire, allouée au secteur de la culture, par les élus de la majorité qui siègent au sein de la commission. Le RND emboîtera le pas au FFS en quittant la salle. Le représentant du parti d'Ahmed Ouyahia, qui considère que le secteur de la culture est victime d'une discrimination budgétaire de la part de la commission, déclare avoir été «témoin d'un déni de démocratie au sein de la CEF». Répliquant aux interventions tonitruantes des deux partis de l'opposition, le P/APW parlera de «solidarité suspecte», raillant la position des deux partis, en faveur de la Direction de la culture, qui font de ce secteur, dont le budget, selon le P/APW, a doublé de 100%, «un fonds de commerce politique». Joignant sa voix à celle de M. Ikherbane, le représentant du FLN parlera «de surenchères politiques infructueuses», ajoutant, à l'adresse certainement du FFS qui a géré l'APW durant les deux exercices précédents, que «le secteur de la culture n'a pas été gâté par le passé». Le budget primitif pour l'exercice de l'année en cours, d'un montant global de 918 222 774 DA, sera voté à l'unanimité par les membres présents, mais en l'absence des élus du RND et du FFS, comptant organiser une conférence de presse jeudi prochain. Le FFS, qui ne se contentera pas d'épiloguer sur cet incident, offrira une occasion de reprendre l'initiative politique et d'animer l'actualité au plan local.

S. A. M.

TIZI-OUZOU

La daïra de Draâ-El-Mizan passée
au crible

La daïra de Draâ-El-Mizan, 40 km au sud de la wilaya, a été passée au crible par l'exécutif de la wilaya, les cinq présidents d'APC et les représentants de nombreux villages.

Cette séance de travail, qui a duré presque toute la journée, survient après la tournée effectuée sur le terrain, mercredi 26 novembre, par le wali se rendant compte ainsi de visu des difficultés économiques et socioculturelles qu'affrontent les citoyens de cette région peu concernée par les efforts de développement déployés depuis que le pays a retrouvé sa souveraineté nationale. En effet, peu de choses ont été réalisées dans cette daïra hormis les établissements scolaires, les logements OPGI notamment, une unité de fournitures scolaires et deux petits barrages d'irrigation, un à Draâ-El-Mizan et l'autre à Aïn Zauïa,

le gaz naturel et l'électrification qui restent à compléter au profit de certains villages et quartiers en cours de réalisation ou d'étude.

Les P/APC et les membres de comités de village ont été, au cours de leurs interventions, quasi unanimes pour revendiquer des programmes de logements sociaux urbains, la relance des projets en sommeil, plus d'aide à l'auto-construction dont la demande est importante en zone rurale, des unités de soins dotées en moyens humains et matériels, des infrastructures culturelles et sportives pour les jeunes, l'ouvertures de pistes agricoles et le revêtement de routes, l'aménagement urbain, l'extension des réseaux électriques et gazier, le CFPA et annexes de formation professionnelle.

Ils furent également nombreux à déplorer le manque d'eau potable, sa mauvaise

distribution du fait de la vétusté du réseau AEP ou de son faible dimensionnement, l'arrêt de certains projets depuis des années tels que les logements de fonction du CEM de Boumahni depuis 10 ans, les logements AADL, LSP et autres.

La délocalisation du marché hebdomadaire de Draâ-El-Mizan, la déviation de la ville avec le renforcement de la RN25 et l'ouverture d'autres liaisons avec la wilaya de Bouira figuraient parmi les réalisations souhaitées par l'assistance.

Ils étaient plusieurs, également, à dénoncer les incendies «volontaires» de 26 000 oliviers réclamant à ce propos l'indemnisation promise alors au lieu du remplacement des arbres brûlés garanti par l'Etat, le blocage des dispositifs d'insertion des jeunes alors que le chômage sévit de façon endémique, 60%, selon

certaines intervenants. Face à l'avalanche des réclamations, les membres de l'exécutif répondaient par le langage des chiffres en sommes d'argent affectées à diverses réalisations achevées ou en cours, en kilomètres de réseaux réalisés ou en chantier, en nombre d'opérations inscrites ou en étude laissant, ainsi, entrevoir de très nettes améliorations des conditions de vie des citoyens de la région mais aussi un amer goût de déjà entendu.

Il convient de signaler à ce propos qu'un grand nombre de problèmes, pour ne pas dire la plupart, soulevés par les intervenants faisaient déjà partie d'une vaste liste de réclamations entendues dans un cadre similaire présidé, à Draâ-El-Mizan, par le précédent wali de Tizi-Ouzou actuellement à la tête de celle de Blida.

B. T.

Publicité



CASC : (Compagnie Algérienne des Systèmes de Communication) recrute des **Téléopérateurs** pour son centre d'appels.

Vous êtes jeune, motivé et dynamique ?

Vous avez un bon sens commercial et vous maîtrisez les langues française et arabe ?

Vous avez le sens des responsabilités et vous aimez travailler en équipe ?

Nous vous proposons la possibilité d'intégrer et d'évoluer rapidement dans le secteur des centres d'appels.

(Poste situé à Birtouta)

fchemlal@smartcall-dz.com
ou Fax : 021 44 31 46

Société d'impression

Recherche

dans l'immédiat

01. Chef d'atelier - expérience exigée dans le domaine

03. Conducteurs Offset qualifiés

03. Rotativistes qualifiés

03. Conducteurs sur encolleuse et encarteuse piqueuse

Transport assuré - Salaire motivant.

03. TS en arts graphiques

03. Opérateurs sur imprimerie numérique grand format

Possibilité de formation.

Expérience exigée dans le domaine demandée.

Envoyer CV au email suivant : **recrute.esrt@yahoo.fr**

Acom/B1

Grande Business School

RECRUTE

2008 - 2009

Pour ses besoins d'encadrement, d'enseignement, d'accompagnement et de conseil à :

BOUIRA et Tizi-Ouzou

Des consultants, formateurs, et encadreurs de niveau :

Magister, doctorant, docteur ou PhD. dans les métiers de la gestion.

CV et lettre de motivation à : **rh.businessschool@yahoo.fr**

B13